# Grève du 6 octobre 2021 : les crèches toujours dans une lutte de plus de 3 ans

Alors que les travailleurs/ses en crèche[1] ont un travail central dans l'éveil et l'éducation de la petite enfance, travail non reconnu, ni par le salaire (très insuffisant) ni par les conditions de travail qui se dégradent depuis plus de 10 ans, le gouvernement continue sa destruction méthodique.

Voilà maintenant 3 ans que de nombreux et surtout nombreuses professionnelles se mobilisent avec force pour préserver et améliorer leurs conditions de travail et la qualité d'accueil des jeunes enfants. Malgré cela, le gouvernement Macron continue de taper. Les réformes se sont enchaînées avec l'augmentation de taux d'encadrement, l'accueil d'enfants en surnombre rendu possible tous les jours de la semaine ou encore une surface minimale par enfant réduite dans les agglomérations denses en population[2]. Le gouvernement a décidé cette fois-ci, au prétexte de la pénurie de professionnel·les qui s'aggrave, que des personnes sans aucun diplôme ni expérience auprès de jeunes enfants, au terme d'un simple parcours d'intégration d'un mois, puissent être recrutées en crèche pour une proportion de 15% de l'effectif auprès des enfants.

Évidemment, cette pénurie est largement entretenue par la politique du gouvernement qui s'attaque à tous les services publics. Ce métier est déjà un métier où l'on donne de sa personne tant il est difficile, mais avec des conditions de travail toujours plus dégradées, de moins en moins de monde est prêt à le faire. Le travail en crèche est dur, les professionnel·le·s quitte de plus en plus le secteur comme l'illustre les témoignages recueilli ici : https://petiteenfanceenperil.org. Le parallèle avec les enseignants et enseignantes est pour le coup criant !

Un collectif, *Pas de bébés à la consigne !* , très actif depuis 3 ans, est central dans la mobilisation actuelle. Il produit de nombreux communiqués, analyses et revendications : https://pasdebebesalaconsigne.com/DOC/PASdeBBconsigne_20propositions_elections2022_A4.pdf

Cette casse de ce service public est d'autant plus grave qu'elle entretient le mode d'organisation patriarcale de notre société. On touche là à un aspect de la vie de parents souvent porté par les mères, les poussant même à arrêter de travailler pour

pallier le manque de solution d'accueil des jeunes enfants. De plus, c'est un symbole fort, illustrant toute la monstruosité d'un gouvernement au service du grand capital, cette casse s'inscrit dans une politique globale. Elle s'accompagne de toujours moins de moyens dans les hôpitaux, dans les écoles, les collèges, les lycées, et à l'université. Et c'est une politique de classe, une politique qui sert l'intérêt des plus riches, car pour les plus riches, les soins, l'éducation, l'éveil des plus jeunes accessibles à toutes et tous car peu cher, n'est pas un problème, ils auront toujours de quoi payer pour des solutions privées !

Après les grèves et manifestations des 30 mars 2021, 2 février 2021, 3 juin 2021, et 29 septembre 2022, le collectif « Pas de bébés à la consigne » et des organisations syndicales comme la CGT, la FSU, Solidaire Sud collectivités territoriales, la CFDT, appellent de nouveau à faire grève et à manifester dans toute la France ce jeudi 6 octobre 2022 pour revendiquer entre autres :

- Une qualité d'accueil garantie par un·e professionnel·le pour 5 enfants et par au moins 50% de professionnel·les les plus qualifié·es en crèche.
- Un accueil en surnombre limité à 110% des inscrits en crèche.
- Une surface de 7m2 minimum par enfant en crèche, garantie sur tout le territoire.
- L'élévation globale des niveaux de qualification des professionnel.les de l'accueil individuel et collectif par la formation initiale et la formation continue diplômante.
- L'alignement du coût restant aux familles sur la base du quotient familial quel que soit le mode d'accueil.
- Des mesures immédiates contre la pénurie de professionnel·les, passant par des revalorisations substantielles des salaires, par l'augmentation immédiate et massive des places en centres de formation pour les métiers de la petite enfance et par des conditions de travail dignes d'un accueil de qualité pour tous les bébés.
- Le retrait de la réforme des modes d'accueil, en premier lieu de l'arrêté autorisant à travailler en crèche sans diplôme ni expérience.

Nous soutenons évidemment cette mobilisation ! Et il faut même aller plus loin. Dans la mesure où l'éducation commence dès la naissance, le droit à l'éducation doit être reconnu pour les nourrissons, et sa prise en charge assurée par l'État (sur le plan du financement, du recrutement et de la formation des personnels, car les aspects pédagogiques doivent quant à eux être élaborés par les professionnel-le-s et les parents). Autrement dit, il faut que la scolarisation puisse commencer le plus tôt possible, si les parents le souhaitent (et nul doute qua la grande majorité des parents le souhaiteraient s'il y avait un bon service public gratuit de la petite enfance). Ce serait bénéfique non seulement pour la socialisation et l'autonomie des enfants, mais aussi pour réduire les inégalités sociales, qui se reproduisent d'abord par le cadre familial. Il faudrait donc intégrer les crèches (et leurs personnels) dans l'Éducation nationale. Cela permettrait également de donner un meilleur statut, une meilleure formation et une meilleure rémunération aux personnel·le·s, qui sont surtout des femmes.

Le système capitaliste qui perdure au détriment de nos vies, de nos conditions de

travail, ce monde là, il faut l'abattre. La contre réforme des crèches nous montre que le chemin pour l'égalité des genres est encore long, et que la société patriarcale, ce fléau, est encore construite sur de solides bases. Il faut donc que collectivement, nous les exploité·e·s, les opprimé·e·s, nous toutes et tous sur qui repose toute la production de richesse du pays, et sur le dos desquel·le·s les capitalistes s'enrichissent, nous relevions la tête. Pour cela, il ne faudra pas se limiter au soutien à cette mobilisation pour défendre les conditions d'accueil des jeunes enfants. Il faudra construire un mouvement d'ensemble, une grève massive, qui bloque l'économie et qui permettra enfin d'envisager de changer les règles du jeu, et de jeter les bases pour construire une société débarrassée de l'exploitation et des oppressions : une société communiste.

Encore une fois, toutes les informations sur cette journée de mobilisation et de grève sont collectées sur le site du collectif *Pas de bébés à la consigne* (en particulier les lieux de manifestation dans toute la France) : https://pasdebebesalaconsigne.com.

1Établissements d'accueil des jeunes enfants (EAJE).

2Voir nos articles : https://tendanceclaire.org/article.php?id=1685 et https://tendanceclaire.org/article.php?id=1574.

**Lucas Battin**, le 4 octobre 2022